



Interview de l'archevêque Léonide de Vladikavkaz et d'Alanie au journal grec « Dimocratiki tis Rodu »



Dans une interview au journal « Dimocratiki tis Rodu », l'archevêque Léonide de Vladikavkaz et d'Alanie, vice-président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, a évoqué, notamment, les divisions dans le monde orthodoxe et la situation de l'Église en Ukraine.

- **Éminence, vous avez fait des études en Grèce, vous parlez couramment grec. Quelles impressions gardez-vous de vos études à Athènes ? Quels sont vos meilleurs souvenirs ?**

- J'ai vécu en Grèce de 1998 à 2002, j'ai fait des études à la faculté de théologie sociale de l'université d'Athènes. Je desservais en même temps la paroisse russe de l'église basse Saint-Pantéléimon, sur l'Acharnon. Je garde un excellent souvenir de cette période, des lieux et des personnes qui m'entouraient. J'étais sous le charme de la Grèce. Les églises, les monastères, les chefs-

d'œuvre de l'architecture, le riche patrimoine de l'Hellade antique, le mode de vie, la façon de voir la vie, tout était nouveau pour moi. J'ai connu les drachmes. Ces quatre années passées là-bas, pleines d'impressions intéressantes, ont été une formidable expérience, dont le souvenir restera toujours gravé dans mon cœur. Je garde un souvenir particulièrement ému du monument au roi Léonidas, à Thermopyles, et de la voie qui y mène.

- **Cela fait plus de 20 ans que vous travaillez dans la sphère diplomatique ecclésiastique. Nous avons tous été attristés par la rupture de la communion entre le Patriarcat de Moscou et le Patriarcat œcuménique. Comment l'Église russe explique-t-elle les causes de cette rupture ? Quelle est actuellement sa position ?**

- Vous avez raison, la rupture de la communion entre nos Patriarcats a affligé tous les orthodoxes. Je le vis comme une tragédie personnelle, car une part importante de ma vie est liée à la Grèce, à l'orthodoxie grecque.

Cependant, et je tiens à le souligner, ce n'est pas l'Église russe qui porte la responsabilité de cette rupture. Malheureusement, on cherche souvent à présenter la crise ecclésiale ukrainienne comme un conflit de juridiction entre deux Églises. Mais cette interprétation est totalement fautive. Le patriarche de Constantinople et son Synode n'ont pas seulement créé leur propre juridiction en Ukraine, ce qu'ils ont fait sort totalement du cadre de l'ecclésiologie orthodoxe. Il a été brutalement déclaré que le métropolite Onuphre de Kiev et de toute l'Ukraine, et, avec lui, plus de cent évêques de l'Église orthodoxe ukrainienne, reconnus de tous, n'étaient pas canoniques et « retenaient » illégalement leurs titres. Du même coup, on a proclamé qu'un groupe composé uniquement de personnes exclues de l'Église orthodoxe ukrainienne et de schismatiques impénitents en conflit avec elle constituaient à eux seuls l'Église canonique en Ukraine. D'un coup, d'un simple trait de plume, l'Église en Ukraine et un ramassis de schismatiques ont « échangé leurs places ». C'est peut-être envisageable dans l'imagination de certains, mais cela ne l'est pas pour l'Église orthodoxe.

Je le répète encore une fois, ce n'est pas l'Église russe qui porte la responsabilité de la rupture de la communion entre nos Églises. Je dirai même plus, le Patriarcat de Constantinople a lui-même rompu la communion avec l'Église orthodoxe ukrainienne, car, selon lui, cette Église n'existe plus. Peut-on se représenter le patriarche de Constantinople inviter maintenant le métropolite Onuphre de Kiev et de toute l'Ukraine à concélébrer avec lui ? De notre côté, nous avons été contraints de rompre la communion avec l'Église de Constantinople. Selon les canons, qui entre en relation avec un excommunié doit lui-même être excommunié. Nous ne perdons pas l'espoir que la communion entre nos Églises sera rétablie. Mais pour cela, le patriarche Bartholomée doit désavouer des actes qui ne sont pas seulement une violation, mais une négation de l'ecclésiologie orthodoxe.

- **Sous la présidence de Porochenko, je suis allé en Ukraine, j'ai rencontré des communautés dont les églises avaient été spoliées. Les vidéos de ces expropriations violentes m'ont bouleversé. Les conflits entre communautés, les violences commises sur des membres du clergé, c'est affreux. Quelle est la situation sous l'actuel président Zelinski ? Le nombre de conflits a-t-il diminué ?**

- En effet, les usurpations d'églises sont une des conséquences les plus graves de l'octroi de « l'autocéphalie » ukrainienne. Les spoliations sont présentées comme des « transferts volontaires » des communautés à « l'église autocéphale », alors qu'en réalité les églises sont prises par la force ou par la ruse, sur la foi de documents falsifiés, en dépit des décisions des tribunaux. On trouve sur la toile quantité de vidéos où l'on voit des jeunes gens musclés battre des vieilles femmes, leur casser le bras, arracher aux prêtres leur croix et les jeter dehors. On a même filmé un partisan de l'autocéphalie ukrainienne en train de tabasser un évêque.

La majorité de ceux qui participent à ces expropriations violentes sont des radicaux de conviction, mais je suis sûr qu'ils ne fréquentent pas l'église. L'octroi de l'autocéphalie leur a donné l'occasion de se livrer à des violences, mais ils n'ont aucun rapport avec l'Église. Regardez sur internet la chronique liturgique : les églises des schismatiques sont vides. Les usurpations d'églises, c'est de la politique pure et simple. La principale vague de spoliations a eu lieu au moment de la campagne présidentielle de 2019. Avec le départ de Porochenko et le remplacement des équipes municipales qui le soutenaient, la tension est retombée. Les spoliations se poursuivent dans les régions où Porochenko a conservé son influence.

En même temps, la menace est toujours là. Les lois discriminatoires pour l'Église orthodoxe ukrainienne n'ont pas été abrogées. Bien plus, le parti au pouvoir a enregistré plusieurs nouveaux projets de loi allant dans le même sens. L'un d'eux, par exemple, autorise le président et le Conseil de la sécurité nationale ukrainienne à fermer sans décision du tribunal n'importe quelle organisation religieuse pour des motifs politiques vagues, et à lui confisquer ses biens.

Liquider la confession religieuse la plus importante du pays est impossible sur la base d'une seule résolution politique. La fermeté des fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne canonique est stupéfiante. Ces gens courageux et pieux sont de véritables confesseurs de la foi. Ils ne se laissent pratiquement jamais entraîner à la bagarre, ils ne répondent pas aux coups par des coups. Les communautés qui ont perdu leur église et ont été illégalement privées de leur enregistrement juridique ne disparaissent pas. Elles continuent à prier et à célébrer les offices, dans des maisons particulières, parfois dehors. Beaucoup construisent déjà une nouvelle église.

Les fidèles du métropolite Onuphre de Kiev et de toute l'Ukraine sont des citoyens responsables et

actifs, et ils ont bien l'intention de se défendre dans le cadre de la loi. Contre les nouveaux projets de lois discriminatoires, ils sont parvenus à recueillir un million de signatures en quelques jours. Ces signatures ont été livrées au Bureau du président. Je pense que si le pouvoir accentue ses pressions, il obtiendra le même résultat que les autorités du Monténégro : des millions d'orthodoxes descendront dans la rue.

- **L'orthodoxie ukrainienne peut-elle se réunifier ?**

- L'Église locale est bâtie sur la foi et la piété de ses fidèles. Le schisme, au contraire, dépend de la conjoncture politique. La foi et les sentiments religieux sont beaucoup plus vivaces que la politique. Dieu fasse que les circonstances politiques changent, que le schisme passe, et l'Église vivra. Toute tentative de politiser la question est vouée à l'échec. Il y a des normes canoniques qui ont cours dans l'orthodoxie : les schismatiques repentis doivent être rétablis dans l'Église locale dont ils se sont séparés. Seule une réunification basée sur la pénitence sera solide. Mais il faut une bonne connaissance de la situation et un travail lent et laborieux .

- **Qui, selon vous, doit organiser la seconde rencontre suivant le format d'Amman : le patriarche Théophile ou un autre primat ? Etes-vous optimiste sur la participation des Églises locales à cette rencontre ? Y aura-t-il beaucoup de participants et saura-t-on trouver un chemin de réconciliation ?**

- Je m'abstiendrai de toute évaluation sur la quantité de participants ou sur le bilan de la future rencontre des primats et des représentants des Églises locales, si elle a lieu. L'initiateur de la rencontre précédente, qui a eu lieu à Amman, en février dernier, était le patriarche Théophile de Jérusalem. Je pense qu'il serait naturel que la nouvelle rencontre ait lieu sous sa présidence. Notamment parce que l'Église de Jérusalem est la mère de toutes les Églises, toutes les Églises locales en sont parties, dans une mesure plus ou moins grande. Dans une récente lettre ouverte aux primats, Sa Béatitude rappelait que les participants de la rencontre de l'année dernière étaient convenus de se réunir pour poursuivre leurs consultations fraternelles. Nous espérons que la situation épidémiologique permettra la réalisation de ces bonnes intentions, car la grave crise qui touche les relations interorthodoxes est un problème qui ne peut être résolu que par les efforts communs de toutes les Églises orthodoxes locales. Nous regrettons que l'Église de Constantinople décline résolument cette invitation au dialogue.

- **La Grèce célèbre cette année le bicentenaire de la révolution grecque de 1821. C'est l'occasion de souligner le rôle de la Russie dans ces événements et les liens unissant nos deux nations, liés par leur foi commune ?**

- En effet, l'unité de foi a été la raison première de la participation des Russes au mouvement de

libération grec. Les souffrances des Grecs orthodoxes, sous le joug ottoman, ne laissaient personne indifférent en Russie. Sans les multiples campagnes militaires de la Russie contre la Turquie, sans le traité d'Adrianopol, qui mit fin à la guerre russo-turque et obligea le sultan à reconnaître la Grèce comme sujet, il est impossible de se représenter son indépendance. La contribution de la Russie à la formation de l'élite grecque n'est pas moins importante ; il y a 200 ans, cette élite a été la force motrice du mouvement de libération. Comme le remarquait fort justement l'ambassadeur de la République grecque à Moscou, Mme E. Nassika, la Russie et le peuple russe ont préparé pendant des siècles des conditions favorables à des générations de vos compatriotes « pour qu'ils puissent prospérer et donner à leur tour beaucoup à leur seconde patrie dans tous les domaines : politique, artistique, économique, commercial, dans les domaines de l'instruction et de la bienfaisance. »

Source: <https://mospat.ru/fr/news/87095/>